

Le bloc nationaliste-populiste en Europe : un épouvantail à moineaux

vendredi 17 mai 2019, par [Denis COLLIN](#)

Les médias, relayant la propagande macroniste, tentent de faire croire qu'il existe en Europe une sorte de « bloc » « nationaliste » et « populiste » dont l'irrésistible poussée devrait être enrayerée par les « progressistes ». Mme Le Pen et le RN en France, Salvini et la Lega en Italie, l'AFD en Allemagne, Orban en Hongrie, le PIS de Kaczynski en Pologne, le FPÖ autrichien (au pouvoir en coalition avec la démocratie chrétienne), le PVV de Gert Wilder ou le FvD hollandais, Nigel Farage en Grande-Bretagne, voilà quelques-unes des figures plus ou moins représentatives de ce mouvement. Tous ces gens sont d'ailleurs soupçonnés d'être manipulés par le nouveau génie du mal, Vladimir Poutine, à moins que ce ne soit par l'ami de Trump, Steve Bannon. Contre eux il y aurait à mener une bataille digne des grands affrontements du Seigneur des Anneaux. Mais ce n'est qu'un conte pour les enfants. Mais nombreux sont ceux qui sont intéressés à ce que la révolte populaire se tourne vers ces épouvantails à moineaux.

Tout d'abord, il est parfaitement absurde de parler d'un « bloc » des nationalistes. Par définition, ces nationalistes défendent leur propre bourgeoisie nationale contre les autres bourgeoisies nationales. Ainsi le FPÖ autrichien défend-il becs et ongles l'intégration dans l'Union Européenne et exige que l'Italie redresse ses comptes sous peine d'être réduite au sort qu'a subi la Grèce. Entre Salvini et le FPÖ les relations sont peut-être quelque peu tendues ! Notons également que la plupart de ces « nationalistes » n'a aucune envie de quitter l'UE ni même la zone euro : ni Salvini ni Marine Le Pen ne défendent une telle rupture avec l'UE et Victor Orban est un bon européiste à sa manière d'autant que la Hongrie (comme la Pologne) est un des gros bénéficiaires de l'aide européenne. L'AfD défend l'UE mais voudrait transformer la zone euro en plusieurs zones différentes, une proposition confuse qui à l'épreuve du pouvoir consisterait tout simplement à maintenir l'euro. Le FvD devenu en mars 2019 la première force politique des Pays-Bas se prononce pour la tenue d'un référendum sur l'appartenance à l'UE et réclame une extension de toutes les formes de démocratie directe et un plus grand contrôle sur l'administration. Le RN de Marine Le Pen est au fond un parti « libéral », opposé à l'augmentation du SMIC et favorable à la baisse des « charges sociales » (une position assez proche de celle des LR de Wauquiez alors que la Lega de Salvini est entrée dans une coalition avec le M5S qui applique une politique de type « social-démocrate » à l'ancienne.

Ainsi, les divergences entre ces différents partis qui reflètent les différences des intérêts nationaux interdisent à tout jamais qu'ils puissent se coaliser pour changer quoi que ce soit dans l'UE. Ils ne sont unis que sur un seul point : le refus de l'immigration, refus d'ailleurs aussi inefficace que braillard (en Italie, Salvini n'a que peu ralenti l'immigration). Au demeurant, ce qu'ils proposent est globalement ce que pratiquent les divers gouvernements européens, mais sans trop le proclamer. Par ailleurs ces partis ne sont pas vraiment « souverainistes » et guère patriotiques. Par exemple, ils ne contestent pas l'influence américaine en Europe. Salvini est, comme l'essentiel de la classe politique italienne, favorable au maintien des bases américaines sur le sol italien (huit bases très importantes). C'est la même chose en Allemagne où les 26 bases US n'apparaissent dans aucun programme politique ! L'appartenance à l'OTAN et la soumission à Washington font partie des dogmes intouchables de ces partis dits « nationalistes ».

Faisons un sort particulier à Salvini. Il se prétend patriote italien alors qu'il est à la tête d'un parti dont l'origine est sécessionniste et violemment opposée à l'Italie du Sud. La transformation de la « Lega Nord » en « Lega » est cependant, pour essentiel purement cosmétique. Salvini s'était laissé aller à des tirades grossières et violentes contre les « terroni », ce mot péjoratif qui désigne les Italiens du Sud et qu'on pourrait traduire en français par « cul-terreux ». Une jeune fille de Salerno, feignant de faire un selfie avec le vice-premier ministre en a fait une vidéo « virale » avec l'interpellation « Alors nous ne sommes plus des cul-terreux de merde ? » (« Non siamo più terroni di merda ? »). Tout un mouvement s'est

déclenché contre Salvini : aux balcons et aux fenêtres fleurissent les banderoles faites dans des draps contre le chef de la Lega et ce mouvement commence même à atteindre le nord du pays. Bref, Salvini est tout sauf l'incarnation du patriotisme ou du nationalisme italien. Un autre exemple complète ce portrait. De nombreux Italiens se sont opposés au TAV (train grande vitesse entre Lyon et Turin), notamment en raison du coût pharaonique des travaux et des dégâts environnementaux dans le Val Susa. Les classes dirigeantes et les partis à leur botte y sont cependant favorables et Salvini fait partie de ce front, au nom de la libre circulation en Europe ! Le M5S au contraire refuse le TAV et soutient que de telles sommes seraient mieux investies dans les transports ferroviaires du Sud qui sont toujours d'une lenteur désespérante. On sait aussi que le gouvernement s'est interrogé sur le maintien de l'Italie dans la zone euro et les économistes du M5S avaient commencé de préparer la sortie d'une monnaie italienne, mais c'est la Lega qui s'est fermement opposée à ce projet. Donc dans le gouvernement italien, l'europhobe, c'est Salvini. Salvini n'est en rien un « souverainiste ».

Le rapprochement RN-Lega est significatif. Marine Le Pen et Salvini sont d'accord sur l'essentiel : maintien dans l'UE, maintien dans la zone euro (c'est d'ailleurs le motif de la rupture avec Philippot). Tout le reste est de la rhétorique qui ne peut tromper que les gogos.

Ajoutons qu'aucun de ces partis « nationalistes » ou « populistes » n'est proprement fasciste. Ils ne s'appuient pas sur des bandes armées, ils ne remettent pas en cause le pluralisme, et ils sont plutôt pour l'affaiblissement de l'État, comme tous les libéraux. Ils sont volontiers autoritaires (en Pologne ou en Hongrie) mais finalement nos « progressistes » leur font une rude concurrence sur ce terrain. Il est bien moins dangereux de manifester en Italie ou même en Hongrie qu'en France. À Rome on peut injurier le vice-premier ministre sans aucun risque, alors qu'il n'en va plus de même à Paris. Produits de l'ébranlement des États-nations sous les coups de la mondialisation, tous ces partis sont seulement réactifs mais ne remettent jamais en question les causes profondes des effets qu'ils déplorent. Cela explique qu'ils peuvent capter une partie des suffrages populaires en s'appuyant d'ailleurs sur l'effondrement et même la quasi-disparition des partis ouvriers traditionnels.

Du même coup on mesure la vanité et l'absurdité du discours dit « progressiste » que véhiculent le centre, la gauche et la classe médiatique dominante. Il ne s'agit pas de s'attaquer à un mal réel mais de concentrer les énergies contre un épouvantail. Pendant que nos chevaliers à la triste figure combattent les moulins à vent lepénistes ou salvinistes, le capital continue de prospérer. En ce qui nous concerne, nous ne reprochons pas à Le Pen ou à Salvini d'être « nationalistes » et encore moins « populistes », puisque chez eux la nation et le peuple ne sont que des postures démagogiques. Nous défendons la nation parce qu'elle est le seul cadre dans lequel la question de l'émancipation ouvrière peut être sérieusement posée. Nous défendons le « populisme » non au sens de la démagogie grossière des soi-disant « populistes » mais parce que le peuple, ce sont tous ceux d'en bas (qu'ils soient de droite ou de gauche) dont l'intérêt premier est de renverser la domination du capital. Bref, aux luttes fantomatiques contre les fantômes, nous opposons résolument la lutte des classes et nous savons que notre vieille amie la taupe continue de creuser.